



HAL
open science

Résilience de la gauche, radicalisation de la droite

Olivier Dabène

► **To cite this version:**

Olivier Dabène. Résilience de la gauche, radicalisation de la droite. Les études du Centre d'études et de recherches internationales, Centre de recherches internationales de Sciences Po (CERI), 2019, pp.57 - 59. hal-03471490

HAL Id: hal-03471490

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03471490>

Submitted on 8 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Résilience de la gauche, radicalisation de la droite

par Olivier Dabène

Jalonnée de plusieurs élections importantes, 2018 a été une année charnière pour l'Amérique latine. L'élection simultanée de nouveaux présidents dans les deux économies dominantes de la région (Brésil et Mexique), une coïncidence qui n'intervient que tous les douze ans, fournit des indications sur les évolutions géopolitiques en cours¹. En Colombie, l'avenir de l'accord de paix et du post-conflit était en jeu, tandis qu'au Venezuela, la dérive autoritaire du régime pouvait être enrayée ou accentuée. A Cuba, certains observateurs attendaient une hypothétique ouverture au pluralisme. Au Costa Rica, au Paraguay et au Brésil, des réalignements étaient possibles.

Attendue comme le point d'orgue du virage conservateur du continent, l'année n'a pas livré un verdict clair. La gauche a fait preuve d'une étonnante résilience au Costa Rica, où le Parti action citoyenne (PAC) du président sortant Luis Guillermo Solís a conservé le pouvoir. Elle a réalisé un score inédit en Colombie, avec plus de huit millions de voix pour Gustavo Petro au second tour, et elle a remporté l'élection au Mexique avec Andrés Manuel López Obrador. De son côté, la droite a consolidé ses positions au Paraguay et s'est durcie en Colombie. Au Brésil, le virage à droite s'est radicalisé avec l'élection d'un candidat populiste et autoritaire. Ajoutant à la confusion, les mêmes valeurs religieuses conservatrices ont été défendues par la gauche au Mexique et l'extrême droite au Brésil.

Au total, les sept élections présidentielles se sont déroulées dans de relativement bonnes conditions, témoignant d'une bonne santé de la démocratie représentative. Deux exceptions doivent toutefois être mentionnées. Au Venezuela, l'élection n'a pas été concurrentielle, et à Cuba, elle prend traditionnellement la forme d'une validation par l'Assemblée d'un choix arrêté en Conseil d'Etat. Les campagnes électorales ont livré des enseignements intéressants. Deux des vainqueurs des élections ont remis en cause des certitudes concernant la façon de gagner : au Costa Rica, Carlos Alvarado avait un des plus petits budgets de campagne ; et au Brésil, Jair Bolsonaro, qui n'avait que huit secondes de propagande télévisée par jour, a largement comblé ce handicap en recourant aux réseaux sociaux (WhatsApp notamment).

Aux élections présidentielles se sont ajoutés quatre référendums. Les Péruviens et les Equatoriens étaient invités à se prononcer sur des réformes constitutionnelles. En Equateur, l'une d'entre elles visait à ce qu'un président ne puisse être réélu plus d'une fois, ce qui a été vécu par Rafael Correa² comme une insupportable atteinte à ses ambitions de retour. Au Guatemala, il s'agissait de soumettre ou non la délimitation frontalière avec le Belize à l'arbitrage de la Cour internationale de justice de La Haye. Enfin, une initiative populaire en Colombie a abouti à l'organisation d'une consultation sur la lutte contre la corruption. Le oui l'a emporté dans les quatre pays, mais le référendum a été invalidé en Colombie faute d'une participation suffisante.

L'absence d'irrégularités lors de ces rendez-vous électoraux ne signifie pas que les citoyens soient satisfaits du fonctionnement de la démocratie³. L'écoeurement face à la corruption y est

¹ Cette thématique sera traitée dans *Amérique latine. L'année politique 2019/Les Etudes du CERI*, à paraître en 2020.

² Président entre 2007 et 2017.

³ L'édition 2018 du *Latinobaromètre* indique une baisse régulière des soutiens à la démocratie depuis six ans.

pour beaucoup, et les présidents sortants comme les partis traditionnels en souffrent. Au Costa Rica, aucun des deux partis qui dominaient la vie politique depuis soixante-dix ans n'était présent au second tour. Au Mexique, les partis alternant au pouvoir depuis 2000 ont été balayés. Au Brésil, le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB), parti de centre droite au pouvoir entre 1994 et 2002, a disparu. L'insatisfaction ne s'est pas pour autant traduite par une chute massive de la participation électorale, sauf au Venezuela et au Brésil (votes blancs et nuls).

Le contexte économique dans lequel se sont déroulées ces élections était plus favorable en 2018 qu'en 2017⁴. Les performances des pays ont été toutefois très hétérogènes, avec des écarts très importants entre eux. La croissance en Amérique du Sud a été plombée par l'effondrement vénézuélien, la crise argentine et la lenteur de la reprise au Brésil. Le Mexique a souffert jusqu'en octobre de l'incertitude engendrée par la renégociation de l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis. Le contexte social, en revanche, demeure turbulent. Aux mécontentements économiques (hausse des tarifs publics en Argentine, réforme de la sécurité sociale au Nicaragua, hausse du prix du gasoil au Brésil et au Pérou, réforme fiscale au Costa Rica), se sont ajoutées des revendications politiques (corruption de la justice au Pérou) et sociétaux (avortement en Argentine, violence contre les femmes au Chili, mouvement étudiant en Colombie).

Tableau 1
Les élections en 2018

Date	Pays	Type d'élection	Vainqueurs et partis****	Tendance
4 février	Equateur	Référendum	Oui	
4 fév./1 ^{er} avril	Costa Rica*	Générales	Carlos Alvarado Quesada (PAC)	Gauche
4 mars	Salvador	Législatives et municipales	Arena	Droite
11 mars	Cuba**	Législatives	PCC	Gauche
11 mars	Colombie*	Législatives	Centre démocratique	Droite
21 mars	Antigua et Barbuda	Législatives	Parti des travailleurs	Gauche
15 avril	Guatemala	Référendum	Oui	
19 avril	Cuba**	Présidentielle	Miguel Díaz-Canel (PCC)	Gauche
22 avril	Paraguay*	Générales	Mario Abdo Benitez (ANR-PC)	Droite
20 mai	Venezuela***	Présidentielle	Nicolás Maduro (PSUV)	Gauche
27 mai/17 juin	Colombie*	Présidentielle	Iván Duque (Centre démocratique)	Droite
1 ^{er} juillet	Mexique*	Fédérales et locales	Andrés Manuel López Obrador (Morena)	Gauche
26 août	Colombie	Référendum	Abstention	
7 et 28 oct.	Brésil*	Générales	Jair Bolsonaro (PSL)	Extrême droite
7 octobre	Pérou	Municipales et régionales	Action populaire	Centre droite
6 octobre	Etats-Unis	Législatives	Démocrates	Centre gauche
9 décembre	Venezuela	Municipales	Grand pôle patriotique	Gauche
9 décembre	Pérou	Référendum	OUI (3 des 4 questions)*****	

* Pays où l'Opalc a déployé des observateurs dans le cadre de son projet de recherche sur le tournant à droite de l'Amérique latine
** Elections non compétitives
*** Elections boycottées par l'opposition
**** Partis : PAC : Action citoyenne, Arena : Alliance républicaine nationaliste, PCC : Parti communiste cubain, ANR-PC : Association nationale républicaine-Parti Colorado, PSUV : Parti socialiste uni du Venezuela, Morena : Mouvement de régénération nationale, PSL : Parti social libéral
***** Pour plus de détails sur le référendum : <https://resultados.onpe.gob.pe/Referendum/T>

⁴ Voir FMI, « Perspectivas para las Américas : Una recuperación más difícil », juillet 2018 ; et Cepal, Cepal, *Estudio económico de América latina y el Caribe*, août 2018.

Tableau 2
Alternances et continuités (élections présidentielles) 2011-2018

Alternances	Orientation politique*	Continuités	Orientation politique*
Pérou (2011)	D → G	Venezuela (2013)	G → G
Mexique (2012)	D → C	Equateur (2013)	G → G
Chili (2013)	D → G	Honduras (2013)	D → D
Paraguay** (2013)	G → D	Salvador (2014)	G → G
Costa Rica (2014)	D → G	Panama (2014)	D → D
Guatemala (2015)	D → D	Colombie (2014)	D → D
Argentine (2015)	G → D	Bolivie (2014)	G → G
Pérou (2016)	G → D	République dominicaine (2016)	C → C
Chili (2017)	G → D	Nicaragua (2016)	G → G
Colombie (2018)	D → D	Equateur (2017)	G → G
Mexique (2018)	C → G	Honduras (2017)	D → D
Brésil (2018)	D → ED	Costa Rica (2018)	G → G
		Paraguay (2018)	D → D
		Venezuela*** (2018)	G → G

* La pertinence des catégories utilisées – extrême droite (ED), droite (D), gauche (G) et centre (C) – est bien sûr sujette à débat
** Alternance par rapport au président Lugo destitué en 2012
*** Résultats contestés par l'opposition

Tableau 3
Indice de popularité des présidents sortants et entrants

Pays	Sortants	Entrants
Costa Rica	Luis Guillermo Solís : 25 %	Carlos Alvarado : 28 %
Colombie	Juan Manuel Santos : 47 %	Ivan Duque : 55 %
Venezuela	Nicolás Maduro : 27 %	Nicolás Maduro : 21 %
Paraguay	Horacio Cartes : 19 %	Mario Abdo : 75 %
Mexique	Peña Nieto : 21 %	Andrés Manuel López Obrador : 63 %
Brésil	Michel Temer : 3 %	Jair Bolsonaro : 75 %

Sources : Costa Rica : CIEP-UCR ; Colombie : CNC & Ecoanalítica ; Venezuela : Datanálisis ; Paraguay : IBOPE-CIES ; Mexique : Mitofsky ; Brésil : Datafolha ; Paraguay : Palo Rubin ; Brésil : Datafolha et IBOPE

Tableau 4
La participation aux élections en 2018

Statut du vote	Pays	Taux de participation	Type d'élection	Différence avec l'élection précédente
Obligatoire avec sanctions	Brésil*	79,7 %	Présidentielle	- 0,9
	Pérou	80,7 %	Municipales	- 3
Obligatoire sans sanctions	Costa Rica*	65,6 %	Générales	- 3,2
	Mexique	63,4 %	Fédérales	+ 0,3
Non obligatoire	Salvador	45,7 %	Législatives et municipales	- 2,5
	Paraguay	61,4 %	Générales	- 7,2
	Colombie*	54,2 %	Présidentielle	+ 13,6
	Venezuela**	46 %	Présidentielle	- 33,6
	Venezuela	27,4 %	Municipales	- 31

* 1^{er} tour de la présidentielle
** Chiffres officiels contestés par l'opposition